

# QUEST apl information

Bulletin régional hebdomadaire de l'Agence Presse Libération

REPRODUCTION ET UTILISATION DES INFORMATIONS ENTIEREMENT LIBRES...



135

5 AVRIL

ABONNEMENT  
12 NUMEROS  
15,00 fr.

1,50 F

APL - 29, RUE JEAN JAURES 44000 NANTES - LIBRAIRIE 71 - TEL. 73.82.48

DIR H. CLAVEL

THP SPE APL

apl : périodique nantes cccap 54701

apl : périodique nantes cccap 54701

# Au Menu cette semaine

## LUTES Ouvrières

- PAGE 2&3 - Saunier-Duval: Revalorisation du travail manuel, condition de la femme?  
PAGE 4&5 - FOUGERES: La lutte des travailleurs du pays de Fougères est la lutte de tous les travailleurs bretons.  
PAGE 6 - Les luttes ouvrières dans la région.

## Luttes paysannes

- PAGE 7 - Rêflexions sur le lait.  
PAGE 8 - Les paysans-travailleurs soutiennent les luttes ouvrières.  
PAGE 9 - Des éleveurs et des vétérinaires contre le monopole du savoir.  
- FGA-CFDT contre patrons FNSEA.

## Armée

- PAGE 10 - Depuis 2 ans, la famille d'un soldat mort demande des explications.  
- Soutien aux 3 insoumis nantais.  
PAGE 11 - Réunion publique du comité nantais pour la libération des soldats et militants emprisonnés

## Quartiers

- PAGE 11&12 - L'APL condamnée pour censure.  
PAGE 13à17 - Prévention et lutte de classes.

Santé PAGE 17 - 4 médecins suspendus par le Conseil de L'Ordre

Ecologie PAGE 17 - La Foire Internationale de Nantes gangrénée?

Ecole PAGE 18 - Encore un licenciement à Sup de Co.

Chomeurs PAGE 18 -A la Braderie...

Bretons PAGE 19 - Pétition pour la libération de Pierre Loquet  
- Vers une Conférence des minorités nationales.

Courier PAGE 20&21 - Unchangement d'horaires.

Chronique locale PAGE 22 - Haut-Bocage.

## DE QUOI S'OCCUPER

- Mardi 6 avril - Verdict du procès des éducateurs. Compte-rendu à 20h30. Débat sur la Justice, la délinquance, la sexualité à la Maison de Quartiers des Dervallières.
- Mercredi 7 - Réunion publique du comité nantais pour la libération des soldats et militants emprisonnés. Fraternité Protestante 2 rue Amiral Duchaffault 20h30
- Jeudi 8 avril - Réunion du Comité de soutien à la secrétaire licenciée (Sup de Co) Frat. Protestante 20h30  
- La Roche-sur-Yon: réunion d'information des Chrétiens-Marxistes 20h30 Centre St-Hilaire
- Vendredi 9 - GALA DE SOUTIEN A SAUNIER-DUVAL 20h30 au Champ de Mars (Chanteurs et bouffe prévus)  
- Michel Clevenot : "Approches matérialistes de la Bible" 20h45 Frat Prot.
- Samedi 10 avril - MANIFESTATION probable pour les viticulteurs 14h Talensac
- Sam et Dim 11 - Week-end Centre Protestant de l'Ouest (Celles-sur-Belle 79370) "La chaîne du nucléaire et le problème des risques"
- Dimanche 11 - "Santé et Tiers-Monde" Journée ouverte à la Prevenchère -Sucé organisée par le Centre Nantes Tiers-Monde (9 rue des Hauts-Pavés)
- Mercredi 14 - MARCHÉ de soutien aux insoumis inculpés
- Jeudi 15 avril - St Nazaire: Les 9 inculpés suite à la chasse à courre du Gâvre passent en jugement.

Vendredi 9 Avril .17h30 - lib. 71 Signature du livre :

par H. Clevenot journaliste

Approche matérialiste  
de la Bible

à PH

# REVALORISATION DU TRAVAIL MANUEL, CONDITION DE LA FEMME ?..

- Le point de vue des O.S. de SAUNIER-DUVAL = 2 mois de grève -

## {1400,00 PAR MOIS}

Actuellement, une ouvrière de l'usine commence à 1400,00 frs (brut) par mois ! De plus, les nouvelles classifications dans la métallurgie ont fait baisser les salaires, à certains échelons. Les revendications syndicales posées il y a deux mois sont donc évidentes : 2000,00 frs pour tous + 5% (hausse du coût de la vie).

## { "FAIRE SA PRODUCTION" }

"En rentrant dans cette usine, j'ai compris le sens de l'expression : -faire sa production-" nous dit une ouvrière. "A chaque fois qu'on se croise là-dedans, c'est la question qu'on se pose : -t'as fait ta production". Le rendement est infernal dans les différents ateliers : presse, émaillerie, chaînes de montages. 80 chauffe-eau à l'heure, 30 chaudières à l'heure.

## { SAINTE HIÉRARCHIE, MEILLEUR RENDEMENT }

Pour obtenir de tels résultats une discipline de fer. Tout le monde vit sur les nerfs. Les jeunes, moins domptés, prennent leur compte rapidement avec parfois de violentes altercations avec les chefs. Ça dépasse parfois les paroles.

## { MEREL VOIT ROUGE }

Un vieil ouvrier de l'usine nous parle du chef du personnel, Merel : "Ces jours-ci, quand on le voit trainer autour de l'usine, on l'appelle "La Peinture", il y a quelques années, après des vacheries qu'il avait faites, quelqu'un à balancé un pot de peinture rouge en pleine figure. Il a fallu le nettoyer au trichlore. On parle aujourd'hui, de le refaire en jaune !" (Merel, c'est l'ouvrier parti de rien devenu garde-chiourme).

Un autre exemple : dans un atelier, un travailleur qui avait un petit rôle dans la hiérarchie, voit son salaire rétrograder au niveau manoeuvre. Il se met à ne plus faire qu'un seul boulot, balayer et porter les caisses des ouvrières. Au bout de 3 jours, le chef d'atelier lui demande ce qu'il bricole (avant, chaque chef croyait qu'un autre chef lui avait commandé de faire ça). Le type dit : "je fais ce pourquoi je suis payé..."

On retrouve évidemment la crème de la hiérarchie dans le comité des jeunes qui tente épisodiquement de "reprendre le travail" en provoquant le piquet de grève. Ils sont peu nombreux, et n'arrivent même pas à faire le plein des cadres, qui ne sont pas tous aussi butés.

## { BASE COMBATIVE, AMBIANCE BON ENFANT, SYNDICALISME TRADITIONNEL ... }

La combativité, la plus élevée dans l'usine depuis 68 et même avant, s'est développée par étapes, avec une très grande unité du personnel ouvrier, hommes et femmes, et des deux syndicats CGT et CFDT. Grèves partielles, débrayages surprises, défilés, meetings, blocages des portes.

Le lock out technique des chaînes (250 personnes), nouvelle provocation de la direction, a été suivi par la grève totale, avec présence tous les jours aux portes de l'usine.

Ambiance bon enfant, musique de bal, un syndicalisme traditionnel qui s'efforce de "tenir" la grève avec des recettes éprouvées : manifs de solidarité des métallos, collectes un peu partout, etc...

"Il n'est pas question de politique, mais de beefsteack et de conditions de vie. La politique n'est pourtant pas totalement étrangère à ce conflit à un moment où la revalorisation du travail manuel est à l'ordre du jour... Dans la conduite du conflit, la discipline syndicale a été observée,

.../...

## ③ LUTTES OUVRIERES

il n'y a pas eu d'affrontements ni de provocations.

Bien d'autres conflits dans ce pays sont entachés de violence : "Faudrait-il en venir là pour nous faire entendre ?" (un syndicaliste).

### OUVRIERS-PAYSANS : Quand recommencez-vous le coup des camions de viande ?..

L'opération "les légumes sont chers" qu'a lancé la solidarité paysans-travailleurs. Saunier Duval : récolte et vente directe à bas prix de poireaux et de radis par des maraîchers et des gens des syndicats de quartier ASF.APF.

Il n'y avait pas eu auparavant de contacts réguliers avec cette usine. Pourtant, la compréhension par les ouvriers des problèmes paysans semble avoir fait un pas : un délégué CGT, insistant sur l'idée que les ventes directes, ce n'est pas pour se remplir le ventre, mais pour la solidarité de deux catégories d'exploités finit par dire aux paysans (devant une chopine) : "Quand recommencez-vous le coup des camions de viande ?"

Une première fois, donc, des maraîchers du Loroux sont invités à participer à un meeting intersyndical à l'occasion d'un débrayage, aux portes de l'usine.

Les poireaux et les radis partent très vite, ainsi que les tracts. Un "camarade travailleur paysan" se voit offrir le micro. Il peut, sous les applaudissements, faire la liaison entre : la vie chère et les prix, la solidarité ouvriers-paysans, la répression chez les viticulteurs.

### LEGUMES, OEUFS, LAIT, POMMES

Des contacts sont pris par la suite avec des producteurs d'oeufs, de lait et de pommes. Une nouvelle vente directe a lieu avec l'ensemble de ces produits.

De petits groupes d'ouvriers se déplacent dans les fermes, avec une participation active à la récolte de poireaux, et au tri de pommes pour la grève.

La semaine qui vient, lundi, mercredi et vendredi, auront lieu d'autres ventes directes avec d'autres produits fermiers.

Les paysans-travailleurs cherchent à l'heure actuelle à développer ces contacts qui sont très chaleureux en insistant sur le problème du vin dans le Midi.

### "REPRISE" DES LUTTES : Les Femmes et les O.S. ?..

Cartonneries de l'Ouest, Chantelle, Saunier Duval : contre les salaires de famine, la "reprise" (de l'action syndicale) sur Nantes, vient des femmes et des O.S., et non des secteurs traditionnellement les plus combatifs dans la région (Chantiers-Navals, Batignolles).

Vers quelles perspectives ?

Pour les syndicats nantais de la métallurgie, Saunier Duval est un test. Il doit être soutenu avec énergie. Même si, d'après certains, la masse "n'a pas compris la stratégie" et "est partie trop tôt".

La commission de conciliation, réunie vendredi, n'a rien donné. En fait de conciliation, les pouvoirs publics et le patronat font bloc. On doit donc s'attendre à la poursuite de la grève dans la semaine.

Les travailleurs de Saunier Duval sauront-ils faire plus que simplement "tenir" ? De leur initiative dépend l'évolution du rapport de force.

GALA DE SOLIDARITE !  
[probablement] VENDREDI  
9 AVRIL AU CHAMP DE MARS !

ENQUETE A.P.L.

à la Fraternité protestante 3, rue Duchaffault

Michel CLEVENOT - rédacteur de P.H.

Vendredi 9 Avril 20h 45

.Il a collaboré avec Fernando BELLO auteur de "Lecture matérialiste de l'Evangile de Marc" et vient de publier "Approches matérialistes de la Bible"

.Il expliquera sa méthode et, après une incursion dans la Bible, il fera sortir de l'évangile de Marc, un Jésus politique inconnu avant BELO. Un débat suivra.

.Il signera son livre à la Librairie 71 le même 9 avril de 17h30 à 18h30

CHRETIENS POUR LE SOCIALISME

# La lutte des travailleurs du PAYS DE FOUGERES EST LA LUTTE DE TOUS LES TRAVAILLEURS BRETONS

- Le 10 février, le Tribunal de Commerce de Rennes décide la liquidation de la Société REHAULT. 650 Salariés se retrouvent sans travail. Cette entreprise de chaussure comptait, il y a quelques années 1 200 personnes.

- Le 17 février, c'est la LIQUIDATION des Etablissements MAU-NOIR, fabrique de talons et semelles, 170 travailleurs sont licenciés.

- Le 24 février, à son tour, l'Entreprise MOREL & GATE est LIQUIDEE. Ce sont 270 chômeurs supplémentaires.

Si l'on compte les 150 licenciés mis en pré-retraite, dans plusieurs entreprises, c'est donc plus de 1 200 emplois supprimés en QUINZE JOURS. C'est un chômeur sur trois dans la Chaussure. C'est au total 2 500 chômeurs sur les 14 000 salariés du Pays Fougereais.

Nous avons aujourd'hui une véritable ZONE SINISTREE DE L'EMPLOI... FOUGERES, VILLE DU CHOMAGE.

Mais c'est toute la Bretagne qui est sérieusement touchée par le chômage et la récession :

DONVAL (Rosporden), 186 salariés ; SOGEMAT (Lorient), 130 salariés ; JAOUEN (Quimper), 100 salariés ; SICCA et SOREF (Saint Malo), 600 salariés ; SAVEBAG (Plérin), 45 salariés ; La Pêche, la Réparation Navale, la Machinisme agricole, l'Imprimerie... Demain, les entreprises de téléphone, etc... Des milliers de travailleurs sont mis sur la rue. Plus de 60 000 sont à la recherche d'un emploi.

C'est pourquoi, la dure bataille engagée, par les travailleurs FOUGERAIS, est celle de la BRETAGNE. Jour après jour, ils organisent leur lutte. Ils occupent leurs usines, et manifestent pour obtenir les moyens de "VIVRE AU PAYS".

L'UNION REGIONALE C.F.D.T. DE BRETAGNE SOUTIENT TOTALEMENT CETTE LUTTE ET INVITE TOUTES SES ORGANISATIONS A LA POPULARISER POUR TENIR LE TEMPS QU'IL FAUDRA ET VAINCRE !

## LES RESPONSABLES DE LA CRISE SONT CONNUS

Les moyens d'information officiels essaient de nous faire croire que c'est la fatalité, la concurrence, la hausse du pétrole, etc... Mais les travailleurs découvrent à leurs dépens, que les vrais responsables sont ceux que la C.F.D.T. a dénoncé depuis 5 ans.

L'Union Régionale C.F.D.T., dans trois documents successifs (En 1970, 1973 et 1975) a démontré que le VIe PLAN était un dossier accablant pour le Gouvernement, le Patronat et les notables locaux. Les Responsables ce sont eux!...

Pour essayer d'échapper à la crise du système capitaliste, gouvernement et patronat ont préparé de longue date, la liquidation de secteurs professionnels entiers et n'ont rien prévu en remplacement. C'est volontairement qu'ils ont organisé les "dégraissages" et les "regroupements" des industries, au profit des capitalistes. Les notables locaux se sont laissés utiliser pour faire le désert breton, qui permettra de créer un parc naturel pour le tourisme international. Cette erreur, ils commencent à la payer. Ils n'ont plus la confiance de la population.

La C.F.D.T. s'opposera farouchement à toutes les tentatives de ces notables qui cherchent à se maintenir en lançant des appels à "l'Union Sacrée". - Disons-le clairement : Nous n'avons pas les mêmes

.../...

## ⑤ LUTTES OUVRIERES

intérêts, ni les mêmes objectifs que ces gens-là. Nous les combattons comme le patronat et le gouvernement dont ils sont solidaires.

### LES OBJECTIFS DE LA LUTTE

L'UNION REGIONALE C.F.D.T. partage les objectifs de lutte pour l'emploi définis par l'INTERSYNDICALE des Travailleurs Fougerais :

- MAINTIEN DE LA TOTALITE DU PERSONNEL dans l'unité de production considérée dans son lieu géographique.
- REFUS DE TOUT DEMANTELEMENT DES STRUCTURES industrielles locales.
- MAINTIEN INTEGRAL DE TOUS LES AVANTAGES ACQUIS (qualification, salaire, droit syndical, avantages sociaux).
- PLAN DE DEVELOPPEMENT POUR LES CINQ ANS, prévoyant de nouveaux embauchages.
- ACCEPTATION D'UN CONTROLE PERMANENT de la situation financière et économique de l'entreprise par le C.E., des experts syndicaux et les pouvoirs publics.
- LA RETRAITE A 60 ANS, ET L'AUGMENTATION DES SALAIRES (SMIC à 1 700 F).
- Le développement du Pays Fougerais par la création de 3 000 emplois, dont 1 500 immédiatement, DANS LE CADRE D'UNE SOLUTION GLOBALE ECRITE.

EN PASSANT, DEUX REMARQUES SIMPLES AU PREFET DE REGION

ET A L'ASSOCIATION "OUEST-ATLANTIQUE"

1) Vous qui connaissez les plans de liquidation des entreprises depuis fort longtemps, il vaudrait mieux prévoir les créations d'emplois avant les fermetures des usines... Question de logique et de bon sens !...

2) Arrêtez votre chantage au "moindre mal" des solutions partielles. Il est démontré qu'elles contribuent à diminuer le nombre des emplois.

EXEMPLE : Les opérations MAURY et AKESSON ont permis l'exploit de diminuer l'effectif GARNIER de REDON, de 800 à 450, depuis 1970, et d'augmenter le nombre des chômeurs à Redon de 350 (49 %) de janvier 75 à janvier 76. (Direction du Travail). Aujourd'hui, à Fougères, si M. DE THORAN est un industriel sérieux, dites-lui donc qu'il y a des bâtiments libres dans la ville pour créer ses 230 emplois et qu'il y a 1 000 demandeurs d'emploi à la Caisse de Chômage. Cela éviterait de BRADER les Bfiments et les machines des "REO" prévus pour 1 000 salariés.

QUESTION DE LOGIQUE ET DE BON SENS ! ...

LA C.F.D.T. DIT NON AUX PILLEURS D'EPAVES.

### UNITE D'ACTION ET SOLIDARITE AGISSANTE

La gravité de la situation sociale réduit les travailleurs fougerais à la misère ( le revenu moyen mensuel brut pour l'ensemble des industries ETAIT DE 1 450 F EN 1974 - enquête officielle du CREDAF. Il n'a guère augmenté en 1975, du fait du chômage).

Aujourd'hui, à Fougères, dans la tradition des luttes ouvrières de 1907, 1914, 1932, 1968, les travailleurs retrouvent la nécessité du FRONT SYNDICAL FOUGERAIS pour faire aboutir leurs objectifs de lutte. La C.F.D.T. favorisera tout rassemblement unitaire sur ces bases claires définies par L'INTERSYNDICALE.

La C.F.D.T. est décidée à développer le soutien à la lutte des Travailleurs fougerais, à l'initiative syndicale locale.

Comme en 1972, pour la bataille du "JOINT FRANCAIS", la C.F.D.T. LANCE UN APPEL A LA SOLIDARITE DE TOUS POUR MENER ET AMPLIFIER L'ACTION

TRACT C.F.D.T. FOUGERES

**LE PAYS FOUGERAIS VIVRA! LA BRETAGNE VIVRA!**

## TRANSPORTS EN COMMUN : STAN - CNTC La continuité dans le changement

Les travailleurs FO dénoncent la publicité faite actuellement autour de la STAN qui n'a pour but que de faire croire à la population nantaise que l'on fait quelque chose pour elle en ce qui concerne les transports en commun. en effet, ce qui est fait actuellement était prévu de longue date: même s'il n'y avait pas eu de changement de société, ce programme aurait été réalisé.

Il n'était pas nécessaire de faire appel à une nouvelle société de gestion car on ne peut que constater que l'ancienne direction est restée intégralement en fonction, et la société Transexel qui a été choisie pour gérer la STAN n'a eut pour résultat que d'engager des frais supplémentaires. Seule une nationalisation des transports en commun empêchera la monopolisation privée qui à plus ou moyen terme va se produire. Seule la nationalisation peut apporter aux travailleurs les transports qu'ils sont en droit d'attendre des pouvoirs publics.

## Nantes : Grève illimitée chez SAVIEM (SAVI FRANCE) - ORVAULT

Ouvriers et personnel administratifs CFDT sont en grève illimitée depuis mardi dernier pour obtenir 150 FR d'augmentation uniforme en rattrapage des autres succursales SAVIEM. Les actions de provocation de la direction Jeudi n'ont fait que durcir le mouvement de grève.

FERMETURE DES PORTES

## St Herblain : les ouvriers de la ville contre Chauty

Chauty, sénateur-maire de St Herblain (cf APL précédent, article sur le projet de centrale nucléaire au Pellerin) n'a pas voulu négocier avec les ouvriers de la ville en grève mardi dernier contre les décisions arbitraires de la municipalité et pour l'augmentation des effectifs, le droit syndical, des heures de délégation, des salaires correspondant réellement aux qualifications. D'autres actions sont prévues...

## Cordemais : 10h ½ par jour, ça suffit

Pour avoir refusé de travailler 10h30 dans une journée, un ouvrier de la SOCIALTRA a été licencié. Pourtant l'horaire de travail n'a jamais fait l'objet de dérogation de la part de l'Inspection du travail. Les 40 ouvriers sont en grève depuis deux semaines pour sa réintégration.

## CARNAUD : Ca continue !

Débrayages et grèves tournantes continuent dans les 10 usines du groupe pour le renouvellement de l'accord d'entreprise. Les organisations syndicales réclament toujours la prise en compte des indices syndicaux pour les augmentations

NOTE: Carnaud SA Chiffre d'affaire 1975: 1.353.500.000 Fr (1974: 1.328.200.000 Fr)

Bénéfice net: 11.700.000 Fr (1974: 17.600.000) Qui parle de crise ?

**AMEUBLEMENT** Journée d'action mercredi à Nantes marquée par des débrayages suivis à 70% pour obtenir une convention collective unique à tout le secteur.

**PORT AUTONOME** Repos du Samedi pour les travailleurs du Port Autonome. La CGT appelle tout le personnel à ne plus travailler le Samedi, dans l'attente d'un accord pour les 40h.

U.M.N. AU SOMMAIRE DU N° 8  
- M<sup>re</sup> d'ESTAING MET EN GARDE  
- DES LUTTES DANS LE SECTEUR PUBLIC  
- LA REVALORISATION DU TRAVAIL MANUEL

# REFLEXIONS SUR LE LAIT

PAYSANS-TRAVAILLEURS MAINE & LOIRE, N-VENDEE  
S. LOIRE-ATL.

Dans un document intitulé "REFLEXIONS SUR LE LAIT", les Paysans-Travailleurs rejettent les nouvelles normes de qualité, le paiement du lait à la matière azotée et autres mesures décidées à Bruxelles comme la politique du capitalisme laitier.

Ils précisent leurs revendications osur les prix du lait destinées à assurer une "augmentation non hiérarchisée" favorable aux petits revenus :

## NOS REVENDICATIONS SUR LES PRIX

Depuis un grand nombre d'années maintenant, nous posons nos revendications sur la base d'une rémunération tenant compte non seulement des charges mais également du facteur travail. D'où la naissance de la notion prix de revient. En tenant compte dans le calcul du nombre d'heures de travail (base SMIC) l'objectif était pour chacun une rémunération, un SALAIRE, en fonction de la somme de travail fourni. Plutôt que d'obtenir un revenu par la seule gestion de l'entreprise, car combien pourraient y prétendre ?

### VERS UNE AUGMENTATION NON HIERARCHISEE

Cette revendication PRIX DE REVIENT est déjà un progrès par rapport aux augmentations en pourcentage que demandent les organisations traditionnelles, mais nous paraît encore insuffisante.

Prenons l'exemple d'un producteur de lait qui fournit 100 000 l de lait par an. L'augmentation qu'il percevrait pour un lait calculé à un prix de revient de 1,06 F est donc de :  $1,06 - 82 = 24$  centimes. Pour 100 000 l de lait 24 000 F. Par contre, un producteur qui produit seulement 30 000 (moyenne des producteurs livrant dans les Pays de Loire) :  $24 \times 30\ 000 = 7\ 200$  F !!!

Cette augmentation de revenu reste donc hiérarchisée et favorise également ceux qui sont déjà techniquement plus avancés. Bien sûr, nous devons tenir compte des producteurs qui investissent, mais au-delà d'un certain volume de production, l'augmentation des prix ne se justifie plus et assure une rente de situation pour les très gros producteurs.

### NOUS PROPOSONS UN PRIX DIFFERENTIE EN FONCTION DU VOLUME DE PRODUCTION

Cela permettrait d'atténuer les écarts de revenu entre les agriculteurs. Nous demandons que les 50 000 premiers litres de lait produits par tous les producteurs soient payés au prix de revient, et que la tranche de 50 000 à 100 000 soit payée en fonction d'un prix garanti qui pourrait correspondre à l'équivalent du prix pratiqué actuellement. Au-delà de 100 000 l pour un travailleur nous pensons qu'aucune garantie ne doit intervenir. Si nous prenons la base de 50 000 L c'est qu'elle nous paraît correspondre actuellement à un volume de production d'un très grand nombre de producteurs. Elle leur permettrait d'atteindre une augmentation substantielle de leur revenu.

**MANIFESTATION POUR LES VITICULTEURS**  
**SAMEDI** - Contacts en cours des paysans-travailleurs avec les groupes, partis, syndicats concernés

## LES PAYSANS-TRAVAILLEURS SOUTIENNENT LES LUTTES OUVRIÈRES ?..

Les paysans sont au même titre que les ouvriers de l'industrie, des travailleurs exploités.

Par exemple :

- les radis coûtent actuellement à produire 0,90 F, alors que les négociants les paient 0,60 F. Les 0,60 F correspondent à un salaire de 5,40 F de l'heure.

- Le lait coûte actuellement, à produire, 1,06 F le litre, il est payé par les laiteries 0,83 F. [...]

### ... MAIS LES PAYSANS NE SONT PAS TOUS LES MÊMES ?..

...Le "paysan" qui exploite 200 hectares en Beauce n'a rien de commun avec le paysan de Loire-Atlantique qui travaille sur 30 hectares et qui a 25 vaches laitières. [...]

### NOS LUTTES ...

En juillet 1974, nous arrêtons des camions de viande, pour dénoncer les importations. Ces camions sont déchargés et la viande distribuée dans plusieurs quartiers ouvriers de Nantes, et même dans quelques boîtes.

- En avril 1975, un jeune ouvrier agricole et sa femme sont installés par les paysans de Plessis, dans la ferme de la VIGNE-MAROU, propriété du Compte Armand. Cette ferme était libre depuis trois ans. Au petit matin, les flics donnent l'assaut et mettent en taule 12 syndicalistes du piquet de garde.

Par des amendes et de la prison avec sursis, la justice a fait son boulot :

#### ACCUSANT LES TRAVAILLEURS ET PROTEGEANT LES PROFITEURS.

- Actuellement, Armand et Henriette MOUILLE, locataires, de la ferme du Bois aux Moines à CHEIX en

RETZ risquent d'être expulsés sous les ordres du sous-préfet de Saint-Nazaire.

- Rondineau : Le propriétaire (70 ans) veut reprendre la terre dans un seul objectif : la spéculation foncière.

- Les MOUILLE se battent depuis 1970 pour conserver leur premier outil de travail : la terre.

Là aussi, la lutte des travailleurs mettra en échec, la "Légalité" des spéculateurs.

### L'UNITÉ DES OUVRIERS ET DES PAYSANS EXPLOITÉS

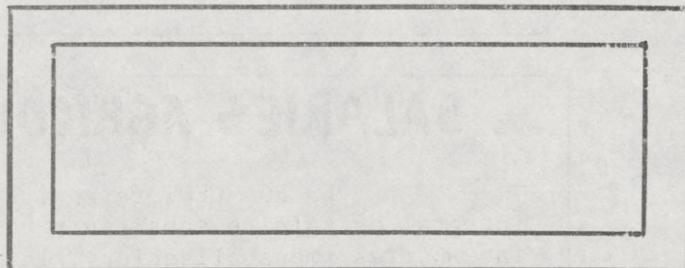
C'est notre manière aujourd'hui de donner un coup de main à des ouvriers et ouvrières en lutte contre le patronat, en vendant des oeufs, du poireau, des radis, des pommes et du lait.

N'est-ce pas les rapports des ouvriers et des paysans dans leurs luttes qui mettront fin au capitalisme ?

SERRONS-NOUS LES COUDES !

PAYSANS-TRAVAILLEURS  
(Loire-Atlantique).

(Extrait du tract du  
31 MARS 1976.)



## DES ELEVEURS ET DES VETERINAIRES CONTRE LE MONOPOLE DU SAVOIR

Un groupe d'éleveurs d'Ille et Vilaine, de Loire-Atlantique et du Morbihan, et deux vétérinaires sont mis en place une expérience dans le domaine sanitaire, en créant un syndicat d'action sanitaire des éleveurs du Don (SASED).

Si l'action technique est le support du syndicat, l'organisation du travail, la participation active des éleveurs, les structures démocratiques de décision comportent des motivations débordant largement le cadre économique ; il s'agit donc de remettre d'abord radicalement en question le monopole du savoir qui est traditionnellement le fait du vétérinaire et plus généralement ensuite le rapport technicien-producteur que secrète le capitalisme et qui consacre la dépendance du producteur vis-à-vis du technicien du point de vue technique, économique et idéologique, favorisant ainsi les volontés d'isolement et d'intégration des couches de paysans exploités.

Salariés du syndicat, les vétérinaires par des visites régulières et systématiques assurent les soins et la prévention, en informant aux maximum les éleveurs qui peuvent ainsi commencer à prendre en charge et à résoudre leurs propres problèmes et s'affranchir de leurs dépendances antérieures. Le système économique est celui d'une cotisation forfaitaire annuelle par animal, correspondant à une sorte de sécurité sociale vétérinaire, les médicaments étant distribués aux éleveurs sans bénéfice, ces derniers assurant eux-mêmes la gestion de leurs stocks, l'utilisation se faisant dans un souci de réduction de la consommation médicamenteuse.

Composé au départ pour une moitié de Paysans-Travailleurs, le Syndicat s'étend à des éleveurs moins ou non politisés, et permet ainsi des rencontres et des discussions sur le rôle et la place actuelle de la paysannerie en lutte.

Les nouveaux rapports qui sont nés de cette expérience constituent selon les éleveurs, une remise en question définitive de la situation antérieure, ce qui apparait fondamental : "Nous ne pourrions plus revenir en arrière, nous ne pourrions plus travailler comme avant avec le vétérinaire...".

L'inquiétude de la notabilité vétérinaire, les nombreux débats internes, la difficulté d'oublier toujours sur le terrain les anciennes habitudes, tout cela n'empêche pas le SASED d'approfondir l'expérience, essentiellement par la volonté des adhérents de dépasser l'intérêt économique, pour participer par ce biais, à l'affirmation de la résistance et de la lutte de la paysannerie face à l'Etat bourgeois et aux firmes qui exploitent le travail à la campagne.

Un correspondant. (APL. PAYSANS)

## SALARIES AGRICOLES CFDT

La FGA-CFDT revendique 2000 Fr par mois minimum, le versement intégral du salaire sans tenir compte des absences pour congé maladie ou intempéries (mensualisation), le maintien des avantages acquis concernant la durée de travail actuellement remis en cause par la FNSEA. A long terme la FGA-CFDT demande l'abrogation du Code Rural. Les salariés agricoles veulent être des salariés comme les autres et bénéficier des mêmes droits.

**CONTRE SYNDICAT PATRONAL FDSEA**

## DEPUIS TROIS ANS

LA FAMILLE D'UN SOLDAT MORT PENDANT SON SERVICE DEMANDE EN VAIN DES ECLAIRCISSEMENTS.

Le 18 juillet 1973, un appelé M. Patrick Morvant, incorporé depuis six semaines au 129<sup>e</sup> régiment d'infanterie, de Constance, en Allemagne fédérale, meurt dans une chambre de l'infirmerie de garnison. Le télégramme adressé à la famille par l'autorité militaire ne donne pas d'explications précises sur les circonstances du décès : "Mort subite, cause inconnue. Était admis infirmerie garnison le 17 juillet pour réaction locale vaccination antivariolique pratiquée le 7 juillet."

Un certificat établi le 5 juillet 1973, veille de la date d'incorporation, par le médecin de la famille, le docteur Olivier, l'attestait : "Contre-indication formelle et définitive à une vaccination antivariolique en raison de réaction eczémateuse."

Or, le 7 juillet, Patrick Morvant était vacciné. Le 18, il mourrait. A partir de là, son père, boulanger à St-Herblain (Loire-Atlantique), s'est efforcé d'obtenir des éclaircissements.

En vain. Depuis trois ans, l'autorité militaire se réfugie derrière le secret de l'instruction et

refuse de communiquer photocopie des résultats de l'autopsie et des analyses faites après le décès.

Depuis trois ans, aussi, M. Morvant a rassemblé divers témoignages, qui permettent de poser et se poser un certain nombre de questions. Pourquoi Patrick a-t-il été vacciné quand les médecins militaires eux-mêmes savaient qu'il ne devait pas l'être ? Est-il exact, comme l'affirme un de ses compagnons du contingent, que Patrick a été vacciné de force ? Est-il exact que, selon deux témoignages, deux sous-officiers du 129<sup>e</sup> R.I. ont, après le décès du jeune homme, forcé le placard où il rangeait ses affaires personnelles et emporté des documents ? Pourquoi le certificat médical n'a-t-il jamais été retrouvé ? Est-il exact que les analyses pratiquées l'ont été de manière incomplètes ?

(LE MONDE, 2-04-76)

## SOUTIEN AUX TROIS INSOUMIS

Arrêtés en décembre 1975, Jean-Pierre André, Christophe Mabit et Philippe Péneau entamèrent une grève de la faim de huit jours qui aboutit à leur réforme psychiatrique "pour protéger l'hygiène mentale de l'armée". Convoqués le 5 mars 1976 devant le Tribunal Permanent des forces Armées de Rennes, ils ont été condamnés à six et huit mois de prison fermes, pour insoumission à l'armée. Les trois insoumis nantais vont être bientôt incarcérés à la prison de Nantes.

Le Groupe Insoumission Totale de Nantes appelle tous ceux :

- Qui n'acceptent pas la "justice Militaire.

- Qui veulent lutter contre les ordonnances de 1959 qui font de

tout civil un militaire en puissance pour parer à toutes menaces extérieures ou intérieures.

- Qui soutiennent toutes les luttes contre l'armée,

à UNE MARCHÉ DE SOUTIEN A TOUTES LES VICTIMES DES TRIBUNAUX MILITAIRES : SOLDATS, OBJECTEURS, DESERTEURS ET INSOUMIS.

Le 14 avril à 14 heures,  
PLACE RICORDEAU.

Voire article de Libération du 31 mars à propos de l'appel pour soutenir les luttes antimilitaristes.

*Dernière Minute* →

## Dernière Minute :

LES TROIS INSOUMIS ONT ETE ARRETES VENDREDI MATIN A 6 H, sans avoir été prévenus, à leur domicile pour être incarcérés. Philippe Peneau a été relâché pour raison médicale [sursis pour rééducation de son doigt cassé par un flic le jour du procès à Rennes...]. Jean-Pierre André et Christophe Mabit ont été incarcérés à la prison de Nantes.

RENDEZ-VOUS POUR LA MARCHE LE MERCREDI 14 !!!...

- I.C.I.
- G.I.T. de Nantes.

-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-

## MEETING DU COMITE NANTAIS

8e R.I. Landeau : 2 soldats emprisonnés [30 et 45 jours d'arrêt] et mutés.

19e R.A. Draguignan : 4 soldats emprisonnés 45 à 60 jours d'arrêt.

25e R.A. Thionville : 11 soldats, motifs : distribution de journaux de soldats.

La repression continue toujours, mais il y a moins de publicité. Pas d'inculpation ! Pas de procès ! [Au dessous de 60 jours d'arrêt il n'y a pas de passage au TPFA] Mais la Sécurité Militaire et la po-

lice enquêtent. On veut isoler les soldats en lutte dans les casernes et subissant la répression.

Le Comité Nantais pour la Libération des Soldats et Militants Emprisonnés appelle à une réunion publique le :

MERCREDI 7 AVRIL à la  
Fraternité Protestante  
A 8 HEURES 30.

pour définir les actions à suivre contre cette répression sournoise.

Le COMITE NANTAIS pour la  
LIBERATION des SOLDATS et  
MILITANTS EMPRISONNES.

## QUARTIERS

# L'A.P.L. CONDAMNÉE... ... POUR CENSURE !

Nous n'avons pas publié, la semaine dernière le texte suivant. Voici le résultat de la discussion à ce propos.

1/ Le texte est arrivé samedi matin, or nous discutons des articles le vendredi soir (20H30 rue de l'Industrie).

2/ En raison de son caractère polémique, ce texte nécessitait une discussion au sein de l'équipe. Celle-ci n'ayant pas eu lieu, la décision est revenue à 2 d'entre nous. Des 2 positions possibles, c'est celle du

Comité de Soutien qui l'a emporté. Preuve que la décision est intervenue non pas sur l'importance du texte [éléments du débat dans le comité] mais sur son contenu politique.

3/ C'est regrettable. Il ne s'agit pas d'un problème d'individu, pour une affaire que l'APL a suivie de près depuis longtemps, nous aurions dû avoir entre nous, bien avant cet incident, suffisamment de débat de fond. Cela nous aurait permis de diffuser les différentes positions au sein du comité de soutien.

**L'APL CONDAMNÉE POUR CENSURE...SUITE...**

C'est bien ainsi qu'avait été défini le fonctionnement de l'APL...



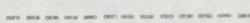
**TEXTE DE RUPTURE AVEC LE COMITÉ DE SOUTIEN ...**

La dernière réunion du Comité de Soutien s'est singularisée par l'obstruction systématique à tout débat de fond. cette pratique trouvant son couronnement dans le refus de prendre connaissance d'un texte d'appel à un rassemblement lors du verdict, texte susceptible de clarifier les ambiguïtés de la pratique antérieure de ce comité. Le texte, présenté à l'APL, d'abord accepté, fut finalement censuré. L'APL s'est ainsi rendue objectivement complice de l'obstruction révélée dans la réunion de soutien. L'APL entretient l'illusion d'être un organe "d'information et de diffusion des luttes". Mais dès qu'un clivage apparaît dans une lutte, elle n'hésitera pas, pour maintenir l'apparence de l'unanimité, à occulter toute divergence.

LES DEVIANTS NE SONT PAS QU'A DIGNES...LES TUTEURS NON PLUS.

Les orthodoxies sont multiples. Leurs ennemis irréconciliables les subissent tour à tour.

**TEXTE d'APPEL**



La lutte pour l'acquiescement des deux éducateurs n'est pas la recherche d'un passe-droit ou la demande de reconnaissance implicite d'un statut particulier.

C'est un élément de la lutte pour l'amélioration des moeurs.

Les éducateurs sont conscients que le travail social est la version moderne, étalée et diffuse de l'an-

... Et cela nous invitera à être plus vigilant sur nos méthodes de travail et notre rôle.

A.P.L.

ancien renfermement concentré et localisé que représentaient et représentent toujours l'asile, la prison, l'école et l'hôpital (maintenant relayés par les diverses pratiques dites de secteur).

Le temps des bonnes-oeuvres est terminé. Il n'y a plus de solidarité entre le pouvoir et les agents qui lui sont nécessaires.

La barbarie monte, ce qui reste d'humanisme dans le pouvoir en est conscient. Car le travail salarié appauvrit sans cesse l'existence sociale.

La solution n'est pas dans la tentative de faire fonctionner la machine à rebours : faire du travail social.

**TOUS A L'ATTENTE DU VERDICT AU PALAIS !**

**DEMOCRATIE DIRECTE.**

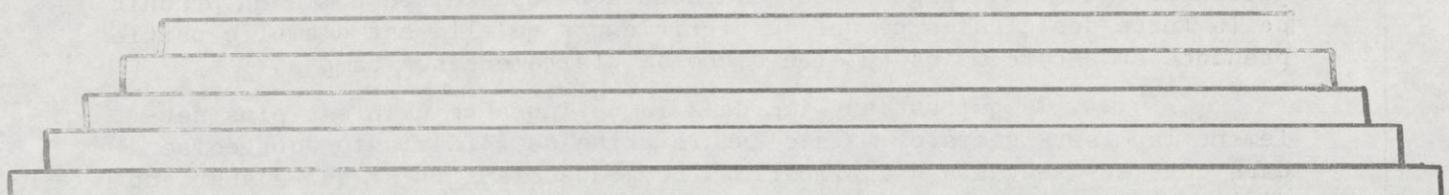


Tout projet d'appel devra selon nous développer au minimum les points suivants :

- 1) non appropriation de la lutte par les éducateurs ;
- 2) le travail social, déqualifié ;
- 3) le travail social comme illusion humaniste.

UNE EX-TENDANCE DU COMITÉ DE SOUTIEN.

... POUR L'ACQUIESCEMENT DE L'ÉDUCATEUR.



## collectif national de Prévention

Une lutte se mène actuellement, pour un éducateur en Prévention, et un Président de M.J. passés en Correctionnelle le 10 mars 1976, impulsée par des travailleurs sociaux. La mobilisation s'est organisée, en même temps que des débats sur la fonction politique du travail social se tenaient un peu partout (foyers, quartiers, écoles...).

Ce débat politique est pris en charge depuis 2 ans environ, au sein du Collectif National de Prévention. Nous proposons ici des extraits d'un texte qui a été parmi les premiers à impulser la réflexion sur le travail social et la marginalité. Il émane d'un groupe local du C.N.P. et a été publié dans "Champ Social" en 1974.

N.B. Si certains passages paraissent parfois difficiles, cela vient en partie du fait qu'il ne se situait encore que comme proposition théorique.

C.N.P. Groupe de Nantes.

# prévention lutte de classe

## • l'état et la prévention

L'histoire de la Prévention est analogue à celle de toutes les institutions qui de caractère privé ont pris un caractère public...

... La base de l'initiative privée en matière de prévention était une idéologie réelle du "faire taire ce qui gêne" recouverte d'une idéologie apparente charitable de "venir en aide". Cette idéologie réelle est toujours de mise, mais face au caractère éparpillé de l'initiative privée, l'Etat est obligé de la prendre en charge...

... La prévention n'est pas encore intégrée à un appareil d'Etat précis.... En tout cas, les liens qui l'unissent à différents ministères, dont la caractéristique commune est d'appartenir à l'appareil idéologique d'Etat, montrent que c'est à ce niveau que se situe le lien d'unification du projet du pouvoir d'Etat...

... Le caractère flou du projet ne doit pas nous faire oublier les intérêts qu'il met en jeu : en tant que projet global, il ne peut être que le reflet de l'appareil idéologique d'Etat....

## • marginaux et luttes de classe

... D'un point de vue économique, la marginalité se situe principalement dans le prolétariat et le sous-prolétariat. D'un point de vue idéologique elle se traduit par un refus des valeurs dominantes...

... Ce sont les rapports sociaux existants qui créent la délinquance de façon principale et non un soi-disant "caractère asocial" des jeunes ouvriers. La marginalité doit donc nous apparaître comme un produit de la lutte des classes ce qui ne signifie pas qu'elle est d'emblée partie prenante et encore moins qu'elle a choisi clairement son camp...

... Ce qui est en jeu dans la délinquance ce n'est plus seulement la misère sociale, mais c'est la crise de l'idéologie bourgeoise dans tous ses secteurs d'application. Le jeune travailleur qui s'abstient d'aller à l'usine sait qu'économiquement il en pâtira mais la valeur idéologique du travail n'exerce plus chez lui de fonction coercitive vu ce qu'est ce travail et le peu de valeur qu'il a. On pourrait pour chaque expression

.../...

de délinquance retrouver cet antagonisme entre valeur idéologique dominante et réalité concrète.

La crise de l'idéologie dominante ne signifie pas pour autant que ceux qui la rejettent concrètement (en rejetant les institutions ou les structures dans lesquelles elle est installée) ont une claire conscience qu'en étant produit de la lutte des classes, ils en sont objectivement partie prenante : le stade de la conscience de classe n'est pas atteint...

... du côté de la bourgeoisie, il s'agit de réinsérer cette marginalité dans les fonctions économiques fondamentales (travail, école, armée) qui ont pour elle un double intérêt :

- perpétuer un certain rapport de domination économique, source de profit,
- perpétuer une certaine idéologie (celle qui traverse l'usine, etc...) qui renforce sa cohésion et sa domination.

Du côté des marginaux, en cherchant à échapper à l'idéologie, ils échappent de fait aux fonctions économiques (usine) ou idéologiques (écoles) dans lesquelles on veut les réinsérer. Mais du point de vue de la lutte des classes, cette définition n'est que négative, ils ne font pas le choix d'une idéologie contraire...

... Ces ambiguïtés idéologiques réinvestissent à leur tour la lutte des classes... En d'autres termes, la délinquance, en même temps qu'elle met la société en péril, la protège d'une certaine façon contre l'extension de la lutte des classes.

## • éducateurs de prévention et lutte de classes

... Du point de vue économique, ils sont objectivement de par leur fonction et le mandat pour lequel ils sont payés, du côté de la classe dominante..

Leur intérêt objectif est le maintien de leur statut de salarié comme seul permettant d'assurer leur survie financière. Leur existence ne se justifie que par l'existence d'un champ et d'un objet de travail : la marginalité. Ceci signifie que leur intérêt objectif sur le plan économique est l'existence de la marginalité et donc d'une société qui la secrète...

... Du point de vue idéologique, le refus de tout ce qui fait référence aux modèles idéologiques dominants est une attaque de ces modèles dominants, en tant qu'il remet en cause l'appareil idéologique d'Etat dans sa cohérence. Ce refus ne remet pas en cause en revanche, l'appareil d'Etat dans son fonctionnement...

... En dernière analyse, c'est donc le point de vue duquel se placent les Educateurs de Prévention dans la lutte, qui fonde leur participation réelle à la lutte de classes. S'ils se placent du point de vue économique, ils ne remettent pas fondamentalement en cause leur fonction. S'ils se placent du point de vue idéologique et politique, ils rejoignent de façon convergente la lutte des exploités...

## • population-éducateurs et lutte des classes

... Au niveau de notre pratique quotidienne, aller toujours dans le sens de ce qui atténue le rapport de dépendance que nous entretenons avec les populations en fonction des contradictions idéologiques qui les traversent. Il ne faut pas se faire d'illusions sur la destruction de ce rapport : seule notre disparition pourrait entraîner la sienne. Mais nous devons veiller à lutter constamment contre tout ce qui peut maintenir les rapports d'assistance, de dépendance, d'exclusion, d'enfermement. Une des tâches de l'heure

.../...

est donc de dégager quelques grands axes qui remettent en question ces rapports, en sachant, vue l'hétérogénéité de la marginalité, qu'il n'est pas possible de dégager une théorie générale de l'intervention. C'est en ce sens (même s'il paraît limité) qu'il faut comprendre des formules comme " rendre le pouvoir aux populations" ou "être au service du peuple" dans ce cadre.

Le caractère "apolitique", voire "anti-politique" de bien des marginaux (contradictions idéologiques), doit nous amener à comprendre qu'il ne peut être question d'impulser des luttes dont ils seraient les acteurs, même si ces luttes vont dans le sens de leur émancipation...

... Chaque fois que des marginaux, individuellement ou collectivement, déclenchent ou participent à des luttes qui ont un minimum de contenu politique, il nous faut aider à la maturation et à l'avancée de cette lutte. Ce serait trahir la lutte des classes que de ne pas participer à cette maturation ou à cette avancée sous prétexte qu'elles se situent dans le champ politique, alors que nous le faisons si elles se situent dans le champ affectif, culturel, social, sexuel, etc... De ce point de vue l'une de nos tâches est de lutter contre l'occultation du politique (au sein même de notre fonction) qui nous est imposée par la bourgeoisie...

... Il est donc impossible d'assimiler pratique politique militante et pratique professionnelle : les Educateurs de Prévention ne peuvent être des militants politiques à cause, non seulement des contradictions qui pèsent sur eux (mandat, statut, fonction) mais aussi de la réalité de la marginalité...

... En revanche, nous devons comprendre que les pratiques professionnelles ont un contenu politique, que celui-ci détermine la signification politique des pratiques, mais qu'elles ne peuvent influencer radicalement la fonction politique de l'Educateur de Prévention qui ne peut être de promouvoir la lutte des classes...

## • Intérêts de classe, alliances de classes

... Si nous analysons la marginalité comme un produit de la société, nous sommes en revanche conscients que nous n'avons pas, à travers notre pratique professionnelle, la possibilité de changer cette société. Ceci signifie, que par rapport à l'ensemble du processus dans lequel nous sommes engagés professionnellement, nous travaillons au niveau de l'expression (la marginalité) et non de la cause (la société). Notre travail acquiert par là un caractère morcelé et aliénant puisque nous ne travaillons pas sur un ensemble, mais sur une partie d'un tout qui nous échappe...

Cette situation objective se traduit subjectivement par un malaise, d'autant accentué qu'existe la perception que la solution des problèmes de la marginalité, ne se situe pas au niveau de son expression, mais de ses causes. C'est une des raisons de la tentative de jonction entre Educateurs de la Prévention et populations, mais celle-ci s'effectue encore très souvent sur un terrain subjectif...

... C'est donc d'un point de vue idéologique et politique qu'on peut résoudre le problème des intérêts de classe et des alliances de classe, entre cette nouvelle petite bourgeoisie à laquelle nous appartenons et la classe ouvrière. Affirmer qu'il y a une certaine tendance à la jonction avec la classe ouvrière signifie :

- Qu'il ne s'agit pas d'une fusion organique (Educateur de Prévention = ouvrier)
- Que le processus est très lent et que nous devons être capables d'en discerner les étapes à travers les luttes (celles des populations ou les nôtres), les initiatives gouvernementales à notre égard, l'évolution de la situation générale (évolution de la lutte des classes globale).
- Que se pose le problème de savoir sous la direction de qui s'effectuera la jonction réelle.

.../...

La classe ouvrière étant la seule classe fondamentalement antagonique au capitalisme, c'est elle qui est le sujet de l'Histoire et de la Révolution. Nous ne pouvons être que ses alliés, ce qui signifie que c'est sous sa direction qu'à un moment nous devons nous placer, dans le processus d'alliances de classes....

### L'OPINION DU COMITE D'ACTION DES PRISONNIERS

A la même époque Livrozet écrivait pour le Comité D'Action des Prisonniers un texte paru également dans "Champ Social" :

... Il n'existe à mon avis que deux solutions pour tenter de modifier cette situation qui transforme les éducateurs en esclaves dociles d'un pain quotidien gagné à coup de tromperies et de renoncement. La première, la plus facile, c'est de jeter tout ça aux orties et de reconnaître une fois pour toutes qu'il n'est pas possible de travailler sans se faire le complice implicite de l'administration pénitentiaire. La seconde solution exige davantage de conscience politique. Il ne s'agit pas non plus de quitter le bateau en perdition au milieu des contradictions sociales et pénitentiaires, histoire de se redonner bonne conscience, mais d'avoir le courage de pousser jusqu'au bout l'analyse de son impuissance devant le problème de la délinquance. Il convient de communiquer aux détenus l'expérience que l'on vient de tenter vainement, de les aider non plus en cherchant sans espoir à les réintégrer, mais en leur expliquant pourquoi ils ne se réintégreront jamais. Parce que le pouvoir ne le veut point ; parce que rien n'a changé des conditions sociales qui les ont poussé à devenir délinquants ; parce que le pouvoir a besoin de créer des couches sociales défavorisées seules aptes à remplir les conditions du sous-prolétariat duquel on attend les tâches les plus rebutantes, les plus mal payées.

## SANTÉ

### 4 MEDECINS BRETONS SUSPENDUS ...

POUR  
NON-COTISATION

Le SMG dénonce les condamnations qui frappent quatre médecins de la région, qui risquent actuellement l'interdiction totale d'exercer pour un an, pour non-paiement de leur cotisation annuelle à l'Ordre des Médecins.

Il exige la suppression de cette juridiction parallèle, et envisage toute forme de soutien aux médecins poursuivis.

En outre, il revendique la généralisation du tiers-payant pour les frais médicaux et pharmaceutiques, sa gestion étant prise en charge par les divers organismes de couverture sociale. Ceci permettra à l'assuré de ne plus faire l'avance de la partie remboursée du montant de ses soins. "Ce ne peut être qu'une étape vers une gratuité de soins pour tous, avec paiement du médecin à la fonction.

... **PAR LE CONSEIL DE L'ORDRE**

### GREVE DES SOINS DES INTERNES DU CHU

Après la grève des lectures d'internat, qui dure depuis deux mois, les internes du CHU n'ont assuré Jeudi dernier qu'un service de garde minimum. Alors qu'auparavant, tous les internes pouvaient devenir assistants, deux sur trois vont maintenant se retrouver sans postes.

## Nantes: La Foire Internationale gangrénée?

A la foire internationale, il y a un stand qui n'est pas commercial : le stand Nature Et Environnement tenu par La Société d'Etude et de Protection de la Nature en Bretagne. Plusieurs comités et associations exposent les problèmes et les luttes écologiques de leur région.

### NANTES ET LA REGION

- La S.E.P.N.B. expose les problèmes écologiques de la Basse Loire.
- Le C.R.I.N. (comité régional d'information nucléaire) expose une quinzaine de panneaux sur l'énergie nucléaire, ses dangers, et les autres sources d'énergie.
- L'A.N.D.E. (association nantaise de défense de l'Environnement) traite des problèmes des rocadés et des transports en commun à Nantes.
- Le comité d'Accès aux Bords de l'Erdre raconte sa lutte contre la propriété privée.
- L'Association de Protection et de défense du bassin du Cens.

### ANGERS ET LE VAL DE LOIRE

- Comité antipollution d'Ingrandes et du Val de Loire.
  - Ancenis Nature.
  - Association de Défense de l'Environnement de Liré et sa région.
- Ces associations exposent les projets de centrales nucléaires dans leur région et les luttes qu'elles ont mené.

### GUERANDE ET SA REGION

- Le Comité d'Action et de Défense de la presqu'île guérandaise montre une importante exposition sur la vie et les luttes des paludiers face aux projets touristiques.
- Gwenn Rann expose quelques problèmes de pollution en Bretagne.

### VENDEE

- Association de Défense de l'Environnement en Vendée.
- Association pour la protection de la nature aux pays des Olonnes.

Pour trouver le stand Nature et Environnement, prendre toujours à droite en entrant à la Foire.

## CHRETIENS-MARXISTES

La Roche s/ Yon

Judi 8 avril 20 H 30, le Mouvement des Chrétiens marxistes vous invite à une réunion d'information. Débat sur le thème : "Pourquoi un tel mouvement ?" : complémentarité Marxisme - Christianisme, nécessité de lutter contre le poids d'aliénation de l'Eglise ; Ainsi les Chrétiens marxistes tiennent à dénoncer le rôle politique que joue l'épiscopat en pesant de toute son influence idéologique sur les masses. Il ne s'agit d'ailleurs pas de dénoncer un "mauvais épiscopat" mais de montrer que la structure même de l'Eglise s'oppose à une transformation de la société et à la construction du socialisme. Les tentatives de réformisme sont vouées à l'échec. Il est nécessaire pour les chrétiens soucieux d'une société de justice et de libération, de penser en marxistes leur foi.

Intérêt particulier de cette lutte en Vendée :

Place et rôle de l'école catholique. Citons ce fait qu'on menace de renvoi des élèves voulant discuter de l'objection de conscience envers l'armée ; citons les multiples pressions sur des enseignants.

Importance d'un tel mouvement dans le cadre de la formation d'une section française des "Chrétiens pour le Socialisme" (liens avec d'autres mouvements d'autres pays : Amérique, Europe.

**REUNION D'INFORMATION**

Judi 8 Avril 20h30

Centre St Hilaire

**des CHRETIENS-MARXISTES**

## SUP de CO NANTES: ENCORE UN LICENCIEMENT!

### Le Comité de Soutien appelle à élargir l'action

Bien qu'enceinte de Trois mois une secrétaire stagiaire a été licenciée, pendant les vacances scolaires.

Aucun motif n'a été avancé pour justifier cette mesure absolument illégale, ni par la Direction de l'Ecole, ni par la Direction de la Chambre de Commerce.

En réalité, cette secrétaire avait clairement manifesté son soutien aux deux profs déjà licenciés et n'acceptait pas n'importe quel diktat du colonel en retraite qui sévit à la Direction de l'Ecole.

Un autre prof, a eu par ailleurs, un avertissement pour avoir fait à l'Ecole une photocopie à usage personnel !

Enfin, le délégué syndical (employé au CEPIC, dont le Directeur est le même que celui de Sup de Co) a eu une mise à pied d'une semaine, suivant plusieurs blâmes pour des motifs tendant tous à réduire à néant, ses possibilités d'action syndicale.

Le comité de Soutien se réunira le jeudi 8 avril à 20 H 30, à la Fraternité Protestante, pour envisager les actions nécessaires pour mettre un terme à ces intolérables abus.

## CHOMEURS

### SAMEDI DERNIER A LA BRADERIE

Le Comité CGT de chômeurs a tenu un stand à la Braderie.

Présent dès 5 H le matin, le Comité a rencontré l'hostilité des gros commerçants et des flics.

Réflexion d'un flic à un commerçant : "Je n'ai pas le droit de les vider de cet endroit, mais je serais vous, ça fait longtemps que je l'aurais fait ; vous êtes trop bon..." - Incitation/Excitation de commerçants à la violence !

Vidé, manu-militari, le Comité a fini par trouver une place, Place Royale ; les rues et places alentour étaient rebaptisées "rue des bus gratuits pour les chômeurs", "rue des 40 h, revendication 36-76", etc...

Discussions, ventes du journal, l'internationale passée sur une sonorisation assez forte, voilà qui tranchait avec la Braderie. Et l'après-midi, 2 flics sont revenus, un plus gradé, et un moins gradé (faisant du zèle devant son supérieur) :

Flic : Qui est le responsable ?

Comité : Nous sommes tous responsables.

Flic : Montrez-nous votre droit de place.

Comité : Nous n'en avons pas, mais vous savez très bien qu'un tiers des commerçants n'en ont pas.

Flic : Montrez-nous vos cartes d'identité.

Comité : Pourquoi ? Téléphonez à l'Union Locale CGT. C'est l'UL qui est responsable.

Flic (s'adressant aux gens) : Circulez !

Gens : On est justement à la Braderie pour s'arrêter aux stands !

Flic : Baissez la sono ; des gens se sont plaints.

Comité : C'est l'internationale qui ne vous plait pas ?

Finalement, les flics sont partis avec pour seul résultat de leurs investigations, le n° de téléphone de l'UL. Peut-être aussi n'aimaient-ils pas causer devant le micro de la sono du Comité... Peut-être n'aimaient-ils pas l'atmosphère de meeting (200 personnes se sont rassemblés autour du stand dès l'arrivée des flics) qui a entouré le stand !

Un chômeur CGT.

## PETITION POUR LA MISE EN LIBERTE PROVISOIRE IMMEDIATE DE P. LOQUET

Les personnes soussignées :

- Ayant été informées du mauvais état de santé Pierre LOQUET, Breton emprisonné à Paris depuis le 4 août 1975 et sans qu'il y ait eu de procès à ce jour,
- Sachant qu'un des médecins-experts a signé un rapport sans l'avoir examiné, lequel rapport est en contradiction avec le dernier établi,
- Constatant que des prisonniers en détention préventive, à la suite de faits plus graves que ceux qui lui sont reprochés ont été mis en liberté provisoire bien avant une telle durée d'incarcération, ce qui constitue une discrimination envers un prisonnier politique breton,
- Se demandant si sont maintien en détention préventive n'a pas, entre autres objectifs, celui de justifier l'existence de la Cour de Sureté de l'Etat, juridiction de plus en plus discréditée et dont il serait un otage breton,

Demandent sans prendre position sur ses opinions et activités politiques,

La mise en liberté provisoire immédiate de Pierre LOQUET.

-----

Cette pétition est à l'adresse des médecins et travailleurs sanitaires de Bretagne. Les signatures seront recueillies jusqu'au 11 avril 1976 à :

Coordination du Mouvement Breton Anti-Répression  
Croizer-Salomon  
La Maison Blanche  
29110 CONCARNEAU                      Tél. 97.07.58

NOM                      PRENOM                      PROFESSION                      ADRESSE                      SIGNATURE

## Vers une conférence des minorités nationales

A Lorient, réunion de la Direction politique de la Fédération Bretonne visant à rechercher une coordination à trois niveaux :

- Etablir des liens "horizontaux" entre luttes ouvrières et paysannes ; briser le "mur du silence" établi par le pouvoir pour isoler et laisser pourrir les luttes.
- Réaliser une liaison entre les mouvements culturels et politiques bretons.
- Coordonner les diverses associations représentatives des minorités nationales, en vue d'une seconde conférence qui pourrait se tenir à l'automne.

L'opportunité d'une telle initiative est reconnue par plusieurs associations et mouvements de caractère culturel et syndical ou politique.

PSU-BRETAGNE

## UNE ECONOMIE DE BOUT DE CHANDELLE...

Une accumulation de fatigue supplémentaire pour les enfants et les travailleurs...

Le 28 mars au matin, est entré en vigueur un nouvel horaire.

Depuis que l'astre terrestre existe, les choses et les êtres qui l'habitent ont leur vie réglée par son mouvement de rotation autour du soleil.

Ce temps de rotation étant de 24 heures, il est particulièrement exposé au rayonnement pendant un temps déterminé et constamment renouvelé.

Pour nous, le moment de rayonnement le plus intense se situe lorsque le soleil se trouve juste dans l'axe de la terre. Il indique alors le Sud et il est exactement 12 H (Midi), c'est l'heure des astronomes.

Comme chacun sait, les hommes sont des êtres supérieurs, doués d'intelligence et se faisant au dépit de pouvoir changer le cours des astres, ils se sont mis à manipuler les pendules.

C'est sans doute aussitôt la guerre de 1914-1918 qu'a été instituée une heure d'été jusqu'à l'invasion allemande, nous étions alors l'hiver à l'heure solaire, heure de Paris. Et l'été les pendules étaient avancées de une heure. Avec l'arrivée des envahisseurs allemands, ceux-ci en conquérants, et pour ne pas avoir à changer 1 heure à leur montre, à chaque fois qu'ils passaient la frontière, nous imposèrent leur propre faisceau horaire.

Le soleil se levant une heure plus vite à Berlin qu'à Paris, nous avons aligné nos montres sur l'heure solaire de Berlin pour l'hiver et les avons avancé d'une heure supplémentaire pour l'été ; nous appelions ça l'heure allemande avec un certain mépris.

Curieusement, à la libération, le Gouvernement français a bien sur abandonné l'heure allemande, mais nous ne sommes pas revenus pour autant à l'heure solaire pour l'hiver, nous sommes restés à la même heure toute l'année.

On n'explique mal les raisons qui ont amené à jouer ainsi avec les aiguilles des montres. Il est permis de se demander si l'adage qui prétend que le travail du matin compte double n'a pas été repris et appliqué par le système capitalo-industriel afin de profiter un peu plus de l'effort des travailleurs. Mais, aujourd'hui inutile de s'interroger ; on nous dit pourquoi, en se levant une heure plus tôt le matin, les travailleurs vont contribuer à économiser de l'énergie. (En France, on n'a pas de pétrole, mais on a des idées !!!)

Pensez donc ! 1 % d'économie d'électricité, ce ne serait pas négligeable s'il s'agissait de 1 % de l'ensemble de la consommation, mais non ! il s'agit de 1 % de la consommation des ménages qui représente 6% seulement de la consommation totale.

De qui se moque-t-on ?

Les premières victimes sont sans conteste les enfants ruraux qui devront se lever une heure plus tôt pour prendre le transport sco-

.../...

laire dans la fraîcheur du matin pour revenir en plein soleil à 3 heures l'après midi.

Les travailleurs manuels seront servis oà la même enseigne. Le maçon au pied du mur pourra toujours consulter sa montre pour se persuader qu'il est 14 heures, le soleil se chargera de lui rappeler qu'il est midi. Mais qu'importe la souffrance des enfants, la sueur des travailleurs manuels ! Qu'ils se mettent donc à l'écoute des informations, ils constateront qu'à l'Elysée, on s'occupe d'eux.

Alors pourquoi une telle mesure ?

Peut-être est-elle liée à cette autre information qui s'étale sur tous les journaux, la production augmenterait à un rythme de 7 % depuis septembre, compte tenu qu'en faisant les gens une heure plus vite, ceux-ci ne se coucheront pas une heure plus tôt alors que le soleil sera toujours là.

La journée sera plus longue et permettre ainsi de consommer les excédents de production.

Notre société ne se définit-elle pas comme étant de consommation ?

Ce qui est certain, c'est qu'une fois de plus on ment effrontément aux français, on les contraint pour des économies de bout de chandelle, alors que des gaspillages monstrueux sont savamment entretenus. Albert DUCROS, le chroniqueur scientifique d'Europe N° 1 disait lundi matin que 15 % de l'électricité produite était perdue dans le système de transport actuel, alors qu'il existe un métal capable d'annuler totalement cette perte, que les centrales thermiques actuelles ne rendent que 30 % de l'énergie consommée alors que la technique permet de doubler ce rendement en le portant à 60 %, ce qui signifie que les équipements actuels sont suffisants pour doubler la production et qu'aujourd'hui on pourrait diminuer nos achats de fuel de près de moitié.

Au lieu de cela, on nous propose au PELLERIN 4 réacteurs atomiques de 1 300 MW surmontés de 8 tours de 170 mètres de hauteur, qui vont rejeter dans l'atmosphère les vapeurs de 5 M3 d'eau/seconde (432 M3 par jour) qui ne manqueront pas d'obscurcir le ciel de Nantes bien placé sous les vents dominants, mais qu'importe ! Le Français n'est-il pas réputé débrouillard ? Il saura profiter de l'heure de loisir qu'on lui offre pour faire une petite randonnée en voiture, il dépensera 20 KW sur la route mais il aura économisé 200 W à son compteur électrique.

Oui, vraiment les français ont des idées...!

(extrait du "Paysan Nantais")

Hubert Bonfils. (FDSEA)

**LA MÈE SOCIALISTE N° 19 EST PARU (RÉGION CASTELBRIANTAISE)**

AVEC - AIDES FAMILIALES RURALES - VENERIE - RUINES et DROIT CHEMIN - 500€ D'AMENDE - ÇA RAPORTE GROS.

**LE P'TIT ROUGE DE TOURAINE N°5**

AVEC : - AUTO-REDUCTION 15% EDF - P. COMME POLICE - DU CÔTÉ DE L'ÉCOLE - ET LES FACULTES ? - LES TRAVAILLEUSES DE LA COFAL EN LUTTE. - CHOMAGE PAS LE BUS ! - TOURS ACCUEILLE - LES ORBECTEURS, - ETC--

**IX-MANUV (MORTAGNE-S-SÈVRE)**

La grève qui avait commencé le 16 mars pour une histoire de trou de cigarette (cf. APL n°133) se termine par un compromis après l'intervention de l'inspecteur du travail. Ça paye plus d'avoir un comportement seigneurial!

**ATTUQUE NOCTURNE A LOISEAU-FEREZ (CHOLET)**

Dans la nuit de lundi à mardi à 23h40, les flics évacuent les 33 chauffeurs des établissements Loiseau-Ferez qui occupaient les lieux depuis le 16 mars. Cette expulsion va permettre une fois de plus de faire respecter le droit de propriété de l'acquéreur du matériel plutôt que le droit au travail des employés.

**CIBIÉ LOCK-OUTÉ (ANGERS)**

A la suite de la grève des magasiniers et des approvisionneurs sur les classifications et les salaires, la direction a décidé de fermer l'usine. Les négociations continuent.

**CEGEDUR - LE MOUVEMENT CONTINUE.**

Le conflit qui a commencé il y a 3 semaines avec 4 heures de débrayages par semaine va peut-être se terminer, la direction présentant ses propres propositions à la prochaine réunion. Rappelons que les travailleurs réclament une augmentation uniforme de 50f. par trimestre en plus de celle suivant le coût de la vie.

**THOMSON**

La CGT et la CFDT protestent contre la nouvelle grille (signée par les autres syndicats) qui amène le déclassement à plusieurs niveaux. Des débrayages ont lieu et portent aussi sur les conditions de travail et sur les atteintes au droit syndical.

**LAITERIE DU PROGRÈS**

Après le vote de vendredi dernier du personnel sur l'engagement d'une action dure, grève samedi sur les revendications salariales, la CFDT demandant 350 f. pour tous les salariés, alors que la direction propose 8 à 12% sectoriellement.

**TOUJOURS LA CHAUSSURE (CHOLET)**

Aux établissements Canselier (CHOLET) la direction a mis au chômage technique du 30 mars au 5 avril 110 personnes sans même avertir le comité d'entreprise. Ces 110 ouvriers n'auront donc travaillé que 8 heures dans cette semaine.

**CAMBOS - LES HERBIERS**

Le syndic liquide la boîte les 30 ouvriers sont licenciés. Un comble, il demande à certains ouvriers de continuer à travailler pour finir la collection puisqu'ils sont payés (indemnités de licenciement)

**CENTRE HOSPITALIER D'ANGERS**

Grève des internes en pharmacie et en médecine à noter que outre les revendications nationales, les internes dénoncent les conditions d'accueil des malades, et la réfection des locaux de l'internat qui sont devenus insalubres.

**DERNIERE MINUTE (SUS À L'ORDRE. -)**

65 patrons, tous des vrais professeurs agrégés et tout et tout... soutiennent les 4 médecins sanctionnés pour ne pas avoir payé leur cotisation à l'ordre des médecins. Ils demandent la suppression de l'ordre qui bloque tout débat réel sur les problèmes de santé en France. Ils affirment leur intention de soutenir leurs collègues radiés par tous les moyens.

# OUEST information

UN BULLETIN HEBDOMADAIRE  
DIFFUSE A PLUS DE 900 EXEMPLAIRES,  
lu et soutenu par différents  
groupes (écoles, usines, quar-

tiers, objecteurs, paysans-travailleurs, etc...) se veut pour :  
"UNE INFORMATION AU SERVICE DES LUTTES POPULAIRES !"

L'APL, résolument engagé pour la suppression du système capitaliste, veut garder une large ouverture à tous les courants révolutionnaires et progressistes, et pour cela refuse d'être lié à un groupe quelconque.

NOS REUNIONS SONT OUVERTES A TOUS, LE VENDREDI SOIR,  
à 20h.30 au 12 bis, rue de l'Industrie (derrière la Librairie 71).



ABONNEZ-VOUS !  
C'EST TELLEMENT  
PLUS PRATIQUE !!!



Un trimestre 12 n° = 15f. soutien 20f.  
Un semestre 24 n° = 30f. soutien 40f.  
Une année 48 n° = 55f. soutien 70f.  
Laissez votre ordre en blanc, et  
envoyez-le à la "Librairie 71".

Librairie 71 : 29 r. J. Jaurès, Tél. 73.82.48..

Librairie Euzen : rue Jean-Jaurès.

Librairie J. Vernes (près pl. du Commerce).

Café Surcouf : Morrhonnière.

Café La Noé : Jonelière.

R.U. Le Tertre : mardi midi.

Rue de Strasbourg : face à la Préfecture.

Bellevue : Grande Place (Self-Information).

Buat  Tabac LUTETIA, 96, rue du Gal Buat.

Zola : Café-tabac, place zola.

OU BIEN  
VOUS POUVEZ  
L'ACHETER!



## NOS BONNES ADRESSES...

CSOC (Comité de Soutien aux Objec-  
teurs de Conscience) et GIT (Groupe  
Insoumission Totale), tous les jeudi  
de 20h à 22h, 57 rue des Hauts pavés.- CNT-AIT (Confédération Natio-  
nale du Travail, section française  
de l'Association Internationale des  
Travailleurs), 43 rue Felix Faure,  
Rezé, permanences tous les samedi  
de 15h à 18h.- APF (Association Po-  
pulaire Familiale), 2 rue Lamori-  
cière.- GASPROM 1 rue Léon Say,  
74.65.59. Permanences vendredi 19h-  
21h.- CENTRE NANTES TIERS MONDE :  
9 rue des Hauts-Pavés, dispose d'un  
montage audio-visuel sur le pétrole  
et la faim au Sahel.- CABE (Comité  
d'Accès aux Bords de l'Erdre) Ro-  
bert Chiron, la Vrière, La Chapelle  
sur Erdre, dispose d'un montage sur  
le problème scandaleux des bords de  
l'Erdre. Sur la manif de 70 un film

de 20mn. Une brochure de 120 pages sur  
les luttes menées depuis 6 ans.  
GSED-MFA, 2ème dimanche du mois à 10h.  
Café Moderne, quai Marcel Boissard,  
Trentemoult, Tél. 75.53.83.- CRIN :  
mercredi et vendredi, permanence de  
17h à 19h rue de la Haute-Forêt (der-  
rière le Restau-U.- CAP (Action Pri-  
sonniers), M. Gerin, la Mocquelière,  
44800 St-Herblain.-

COMITE CHOMEURS CGT - Permanence le jeudi  
de 14 à 16 H - Bourse du Travail CGT,  
rue Arsène Leloup.

COLLECTIF CHOMEURS CFDT - Permanence le  
vendredi de 15 à 17 H, salle 106 à la CFDT,  
37, rue Lamoricière, le mardi de 18 à 20 H,  
Centre social de la Bernadière ; les 1ers  
et 3èmes mercredi du mois de 18 à 20 H,  
Salle J. Louis (rue Louis Macé) à REZE.

FEDERATION ANARCHISTE - Permanence les  
1ers mardi du mois de 18 à 20 H, 43, rue  
Félix Faure à Rezé. Renseignements : Y.  
Doisy, 96, rue Paul Bellamy - Nantes.